

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 62 (1921), p. 145-149

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1921__62__145_0

© Société de statistique de Paris, 1921, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 5. — MAI 1921

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 AVRIL 1921

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. FRANÇOIS SIMIAND, PRÉSIDENT.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 MARS 1921.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES

COMPTE RENDU DE LA VISITE FAITE A M. MILLERAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES

COMMUNICATION DE M. HUBERT BOURGIN « LES TRAVAUX RÉCENTS DE STATISTIQUE HISTORIQUE : L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE FRANÇAISE A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XIX^e ».

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. FRANÇOIS SIMIAND, PRÉSIDENT

La séance est ouverte à 21 heures, sous la présidence de M. François SIMIAND, président.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 MARS 1921

M. le Président annonce que la Maison Berger-Levrault n'a pu expédier à temps le Journal d'avril contenant le procès-verbal de la séance du 16 mars 1921. L'adoption de ce procès-verbal ne pourra donc avoir lieu qu'à la prochaine séance.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

M. le Président adresse les plus chaudes félicitations de la Société à M. Émile BOREL, vice-président, qui vient d'être élu, à une imposante majorité, membre de l'Académie des Sciences et d'être promu officier de la Légion d'honneur pour les éminents services qu'il a rendus à la science française.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES

M. le Président fait savoir que les candidatures présentées dans la dernière séance n'ont soulevé aucune objection. En conséquence, MM. René DELAPORTE, William OUALID et Jules MADELINE sont nommés membres titulaires.

M. le Président annonce ensuite qu'il a reçu les demandes d'admission suivantes au titre de membres titulaires :

M. Maurice HALBWACHS, professeur de sociologie à l'Université de Strasbourg, présenté par MM. MARCH et SIMIAND;

M. Lucien DUVIOL, secrétaire général de la Société de Comptabilité de France, 52, avenue d'Italie (XIII^e), présenté par MM. REYMONDIN et BARRIOL;

M. Alexandre GUESNON, gradué en droit, 49, rue Laffitte (IX^e), présenté par MM. REYMONDIN et BARRIOL;

M. Joseph HANOUNE, expert-comptable, 105, boulevard Richard-Lenoir (XI^e), présenté par MM. REYMONDIN et BARRIOL;

M. Albert HURÉ, membre de la Compagnie des experts-comptables de Paris, 103, rue Chevallier, à Levallois-Perret (Seine), présenté par MM. REYMONDIN et BARRIOL;

M. Achille JARD, expert-comptable, 55, rue des Saints-Pères (VI^e), présenté par MM. REYMONDIN et BARRIOL;

M. Joseph LEBLANC, expert à la Cour d'appel, 40, rue des Saints-Pères (VII^e), présenté par MM. REYMONDIN et BARRIOL;

M. Charles OUDIN, expert près la Cour d'appel de Paris, 79, rue Chardon-Lagache (XVI^e), présenté par MM. REYMONDIN et BARRIOL;

M. Honoré SÉNÉCHAL, expert-comptable, 158, rue Lafayette (X^e), présenté par MM. REYMONDIN et BARRIOL;

M. Jean-Baptiste TRUCHET, expert-comptable, 69, rue de la Victoire (IX^e), présenté par MM. REYMONDIN et BARRIOL;

M. Georges LEMOINE, professeur de comptabilité à l'École supérieure municipale Arago, administrateur de la Société de Comptabilité de France, 15, rue Trousseau (XI^e), présenté par MM. REYMONDIN et BARRIOL;

M. Fernand LEDOUX, directeur commercial, administrateur de la Société de Comptabilité de France, 17, rue de Tourtille (XX^e), présenté par MM. REYMONDIN et BARRIOL;

M. Jean BOURNISEN, chef de comptabilité, publiciste, 92, rue Laugier (XVII^e), présenté par MM. REYMONDIN et BARRIOL.

Conformément à l'usage, il sera statué sur ces candidatures à la prochaine séance.

COMPTE RENDU DE LA VISITE FAITE A M. MILLERAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Conformément à l'avis émis par le Conseil dans sa séance du 16 mars dernier, une délégation de la Société s'est rendue le 8 avril à l'Élysée où elle a été reçue par M. MILLERAND.

Cette délégation était composée de MM. SIMIAND, président; LIESSE, GRUNER, BOREL, vice-présidents; BARRIOL, secrétaire général, et BROCHU, secrétaire des séances.

M. SIMIAND, après avoir défini en quelques mots le rôle et la nature des travaux de la Société de Statistique de Paris, a prié M. MILLERAND de vouloir bien accepter le titre de membre d'honneur de cette Société.

M. MILLERAND a répondu qu'il était heureux d'acquiescer à la demande qui lui était faite.

M. SIMIAND a remercié M. le Président de la République du haut témoignage d'intérêt qu'il voulait bien donner à notre Société. Puis il lui a demandé la permission de lui soumettre à nouveau un double vœu qui lui avait été présenté à la Présidence du Conseil en 1920 et qui tendait, d'une part, à ce que les services de statistique des différents ministères soient coordonnés et centralisés autour de l'organe qualifié qu'est dès maintenant la Direction de la Statistique Générale de la France, ou tout au moins en reçoivent toutes directives utiles; et, d'autre part, à ce que ce service central de statistique soit placé auprès de la Présidence du Conseil si elle doit être constituée à part.

M. MILLERAND s'est déclaré très partisan de la création d'un Office central

de statistique, mais a fait toutes réserves sur l'organisme auquel il serait rattaché. A son avis, il est essentiel et urgent à la fois qu'un office de ce genre soit institué; la question de son rattachement à tel ministère ou à tel autre est secondaire.

M. BOREL, se plaçant dans la conception d'une Présidence du Conseil distincte et exerçant une action générale sur tous les départements ministériels, a fait observer que le Président du Conseil pouvait seul avoir l'autorité nécessaire pour imposer aux services statistiques des différents ministères les enquêtes ou les recherches utiles à l'étude des questions figurant dans le programme à réaliser par le Gouvernement. Le Président du Conseil devrait en conséquence avoir auprès de lui l'organe directeur des services de statistique.

M. MILLERAND, en renouvelant ses réserves, a insisté sur la nécessité d'établir une distinction très nette entre l'organisation purement technique de l'Office central de statistique à envisager, et l'utilisation de cet office pour les besoins de la politique générale du Gouvernement ou par les divers ministères pour leurs besoins respectifs.

M. LIESSE a exposé qu'il était avant tout indispensable de réorganiser les services statistiques des ministères qui sont loin de répondre à ce qu'on doit attendre d'eux. Cela est manifeste en ce qui concerne plus particulièrement le service de statistique du ministère des Finances.

M. GRUNER s'est associé aux observations de M. LIESSE en signalant la situation d'infériorité regrettable dans laquelle se trouve actuellement le service de statistique du ministère des Travaux publics.

M. MILLERAND a déclaré que la nécessité d'une réorganisation des services statistiques des ministères et de la création d'un office central lui apparaissait indiscutable. Il a invité la Société de Statistique à mettre à l'étude la question ainsi posée et à formuler des propositions précises.

M. SIMIAND a promis l'entier concours de la Société. Il a remercié M. MILLERAND du bienveillant accueil qu'il avait réservé à la délégation et de la haute marque de confiance qu'il venait de témoigner à la Société de Statistique. Avant de se retirer, la délégation a remis à M. MILLERAND, à titre d'hommage de la Société, les ouvrages publiés à l'occasion de son vingt-cinquième puis de son cinquantième anniversaires.

COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES

M. le Secrétaire général annonce qu'il a reçu pour la Société un certain nombre d'ouvrages dont la liste sera insérée à la fin du Journal.

Il fait une mention particulière des ouvrages suivants : *L'Italia economica nel 1919*, par M. le professeur Riccardo BACHI; *La Crise actuelle de la domesticité*, par M. André LICHTENBERGER; *Les Chemins de fer et la Journée de huit heures*, par M. Georges ALLIX; *La Démocratie Géorgienne*, par M. WOYTINSKI; *La Valeur immobilière des Régions libérées*, tirage à part de l'intéressante communication de M. MICHEL; *Le Traité de Versailles et le Problème des réparations*, par M. BRENIER qui s'attache à réfuter le livre de M. KEYNES et qui fera prochainement l'objet d'un article documenté dans le Journal de la Société.

COMMUNICATION DE M. HUBERT BOURGIN : « LES TRAVAUX RÉCENTS DE STATISTIQUE HISTORIQUE : L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE FRANÇAISE A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XIX^e »

Cette communication est insérée à la suite du présent procès-verbal.

M. le Président remercie M. BOURGIN de sa très intéressante communication et ouvre la discussion.

M. MARION souligne l'intérêt que présente la partie de la communication qui a trait à l'importance des méthodes d'investigation scientifique en matière de sciences sociales.

Quant à l'erreur commise par LEVASSEUR sur le nombre des établissements sidérurgiques en 1789, l'orateur émet un doute sur sa gravité. L'enquête effectuée par DE TOLOZAN a pu laisser de côté des forges sans importance; certaines de ces forges ont dû, en raison de leur situation géographique, se heurter à des difficultés de transport qui ont compromis leur développement ou même leur existence.

M. BOURGIN reconnaît qu'il est extrêmement difficile d'établir la nature et l'importance des établissements sidérurgiques. Certains établissements se bornent à emprunter les produits de forges voisines et à transformer ces produits. Il n'est pas douteux que les conditions de transport et de charroi pèsent lourdement sur l'industrie sidérurgique; et si, en 1825, il ne reste que 864 forges sur les 1.003 qui existaient en 1789, le déchet est dû en grande partie aux difficultés de transport.

M. FONTAINE demande à l'auteur de la communication s'il possède des renseignements sur la méthode employée par DE TOLOZAN dans son enquête.

M. BOURGIN répond que le document contenant les résultats de cette enquête est muet à ce point de vue. Il est certain, d'après lui, que la statistique de DE TOLOZAN n'offre aucune garantie de soin ni d'exactitude.

M. MARCH demande à présenter une observation de détail à propos de la belle analyse historique de M. BOURGIN.

Sachant combien un recensement exact d'établissements offre encore aujourd'hui de difficultés parce que les unités à dénombrer sont souvent mal délimitées, il se demande si là n'est point l'une des causes de divergences constatées.

On sait exactement ce qu'est un haut fourneau et l'on peut relever avec exactitude le nombre des hauts fourneaux; mais on ne sait pas où s'arrête l'établissement appelé « forge », « affinerie », etc... Puis deux petites usines voisines appartenant au même propriétaire sont-elles toujours comptées comme deux établissements ou bien comme un seul établissement?

Ce sont là de sérieux éléments d'incertitude pour l'interprétation des mémoires des intendants. Il est à craindre cependant que la totalisation faite par DE TOLOZAN soit simplement incomplète.

Aussi le travail de M. BOURGIN serait-il très précieux si l'on pouvait y trouver une description sommaire de chaque établissement et s'il permettait de dresser une carte des établissements considérés.

M. BOURGIN répond qu'il s'est efforcé, dans son ouvrage, à fournir les justifications dont M. MARCH souligne à juste titre la nécessité. Il a également dressé une carte donnant la répartition géographique des établissements sidérurgiques.

M. MICHEL demande à M. BOURGIN s'il s'est servi des statistiques dressées par les intendants; ces documents donnent des renseignements très complets.

M. BOURGIN répond par l'affirmative.

M. HAUSER observe que M. BOURGIN a fait dans son ouvrage une application excellente des méthodes historiques ordinaires. Il a peut-être été trop timide dans l'utilisation des documents dont il pouvait disposer; il aurait pu serrer la réalité de plus près en faisant état des archives privées de certaines Sociétés (du Creusot, par exemple qui, à l'occasion de la célébration de son centenaire, a dressé un historique intéressant des Établissements Schneider) et, au besoin, des archives notariales bien que, toutefois, la consultation de ces dernières soit entourée de difficultés.

Les documents de ce genre seraient intéressants à consulter, non pas seulement au point de vue statistique, mais encore au point de vue psychologique car ils donneraient des indications précieuses sur la mentalité des industriels de l'époque.

En tout cas, le travail de M. BOURGIN aura contribué à mettre en lumière ce fait historique important que le mouvement de rénovation industrielle qui s'est dessiné au XVI^e siècle a fait place à une ère de stabilisation jusqu'en 1789.

M. BOURGIN remercie M. HAUSER de ses observations; il déclare que sans

avoir la prétention d'avoir fait un travail très complet, il a tout au moins scrupuleusement dépouillé tous les documents susceptibles de fournir les renseignements statistiques et les indications descriptives nécessaires à la mise au point d'un recensement détaillé des établissements sidérurgiques.

M. SIMIAND remercie à nouveau M. BOURGIN de sa communication, il remercie également les membres de la Société qui ont pris part à l'intéressante discussion à laquelle cette communication a donné lieu et lève la séance à 22^h 45,

Le Secrétaire général,
A. BARRIOL.

Le Président,
SIMIAND.
